

L'État et le marché sont complémentaires sur le plan économique

La crise économique mondiale, qui frappe de plus en plus les résidents en Suisse et principalement les individus dont le niveau de formation est bas, montre que l'idée selon laquelle «l'État est toujours le problème, jamais la solution» est fautive. Si l'économie de marché n'est pas encadrée par des politiques publiques appropriées, tant la croissance que l'évolution conjoncturelle dépendent des forces qui gouvernent l'économie de marché avec tous leurs aléas. Les freins et les retards de l'intervention publique peuvent induire une perte de crédibilité du gouvernement, réduisant les effets attendus de son action en matière de stabilisation conjoncturelle.



Pr Sergio Rossi
Titulaire de la Chaire de macroéconomie et d'économie monétaire, université de Fribourg

Dans une situation de croissance économique, les agents sont amenés à prendre davantage de risques étant donné leur optimisme quant à l'évolution conjoncturelle. Leur comportement en matière de dépenses crée, toutefois, les conditions d'un renversement de la conjoncture par la formation et, dans un certain nombre de cas, l'éclatement de bulles spéculatives dans des domaines tels que les valeurs mobilières ou immobilières, les matières premières ou l'énergie.

L'intervention de l'État est nécessaire pour atténuer les fluctuations conjoncturelles

L'intervention de l'État dans le système économique est nécessaire en tout temps et pas uniquement en période de crise. Celle-ci ne doit pas seulement définir les règles et les conditions-cadre au sein desquelles les forces du marché doivent être libres d'opérer pour assurer et, si possible, accroître le bien-être de l'ensemble des résidents du pays. L'État se doit également de pallier les manquements de l'économie de marché, quitte à réorienter celle-ci par des incitations positives ou négatives dont l'objet et l'ampleur varient en fonction aussi bien des perspectives économiques que d'une stratégie de croissance misant sur l'innovation technologique et le développement durable.

Le troisième plan de stabilisation conjoncturelle annoncé par le Conseil fédéral le 17 juin 2009 va dans la bonne direction étant donné qu'il comporte des incitations positives pour la formation et l'emploi tant des jeunes que des chômeurs de longue durée. Néanmoins, deux éléments au moins sont problématiques à cet égard:

- le retard avec lequel ces mesures ont été décidées et déploieront leurs effets par rapport au déroulement et à la profondeur de la crise économique frappant les activités réelles;
- l'ampleur limitée de la dépense publique censée pallier les difficultés du marché du travail, auxquelles un nombre rapidement croissant de personnes seront confrontées dès l'été 2009.

Ces problèmes toucheront principalement les personnes possédant un bas niveau de

formation et les travailleurs âgés de plus de 55 ans, qui, en cas de perte d'emploi, auront des difficultés énormes à retrouver une activité professionnelle une fois la crise économique surmontée.

Les freins et les retards posent des problèmes de crédibilité du gouvernement

Le Conseil fédéral est intervenu avec retard par rapport au déroulement de la crise, parce que, jusqu'en octobre 2008, la situation et les prévisions conjoncturelles étaient meilleures en Suisse qu'ailleurs; il a ainsi tablé sur la confiance que cela pouvait engendrer auprès des résidents dans ce pays. Le fait que seule l'industrie d'exportation avait connu une chute remarquable durant l'année 2008 a fait croire à nos autorités que la conjoncture ne pouvait pas être influencée par le secteur public. En effet, les exportations de la Suisse sont tributaires de la situation économique et des plans de relance conjoncturelle de ses partenaires commerciaux, sur lesquels elle n'a aucune emprise.

C'est seulement au printemps 2009 que l'administration fédérale a reconnu la gravité de la crise frappant l'économie suisse, sans toutefois aller au-delà de ce que permet le frein à l'endettement. Or, au vu des sommes modestes prévues pour soutenir l'emploi et le pouvoir d'achat des résidents en Suisse, l'on peut craindre que cela ne suffise pas à éviter que la crise ne frappe dangereusement leur niveau de vie de même que leurs perspectives d'emploi. Le Conseil fédéral devrait alors lancer un quatrième train de mesures de stabilisation conjoncturelle. Suspendant cette fois-ci le frein à l'endettement, il serait obligé de se déjuger – ce qui se traduirait par une perte de crédibilité –, afin de ne pas laisser pour compte les ménages lourdement touchés par la crise économique. ■